



Mobilisons-nous contre l'état d'urgence, pour les droits du monde du travail !

Bulletin du NPA - Renault SOVAB (Batilly)

21/01/16

Une condamnation à 24 mois de prison, dont 9 mois fermes ! Voilà ce dont viennent d'écooper les 8 anciens salariés de l'usine Goodyear d'Amiens, fermée en janvier 2014 en laissant 1450 ouvriers. La direction de l'entreprise et les cadres avaient retiré leur plainte. C'est donc le parquet, à la demande du gouvernement, qui a tout de même poursuivi les salariés ! Ce gouvernement se prétend de gauche, et il poursuit des travailleurs en lutte pour sauver leur emploi comme des criminels. Une pétition de soutien a recueilli des dizaines de milliers de signatures en quelques jours .

Dans le même temps, le policier qui a tiré dans le dos d'Amine Bentounsi a été acquitté. Les patrons voyous sont arrosés d'argent public. Plus que jamais la Justice est une justice « de classe » : quand on appartient à la classe des travailleurs, on est réprimé, que l'on soit salarié de la Poste, d'Air France, réfugié ou militant écologiste. Quand on fait partie de la bourgeoisie ou de la police, on est acquitté ou condamné à des peines symboliques.

Le vrai visage de l'état d'urgence

Dans la foulée des attentats, les immigrés, les musulmans ont servi de boucs émissaires. Le gouvernement a repris certaines propositions du FN, comme la déchéance de la nationalité ou le renforcement des pouvoirs de la police. Il cherche à inscrire l'état d'urgence dans la Constitution, alors que cette loi, utilisée contre le colonialisme français pendant la guerre d'Algérie, ou contre les jeunes des quartiers populaires en 2005, a toujours

eu comme objectif de faire taire ceux d'en bas lorsqu'ils se révoltent contre le pouvoir central. Elle n'a jamais servi à lutter contre des terroristes kamikazes.

Avec la condamnation des salariés de Goodyear, et la convocation des salariés de Ford, dont notre camarade et ancien candidat à l'élection présidentielle Philippe Poutou, il est clair que le gouvernement cherche à intimider les salariés qui luttent, en particulier une série d'équipes militantes combatives, emblématiques des luttes ouvrières de ces dernières années. La finalité de l'état d'urgence est là : faire peur, renforcer le pouvoir, attaquer les classes populaires.

Reprendre la lutte

Le 26 janvier, les 5,2 millions de salariés de la fonction publique sont appelés à faire grève et à manifester, pour les salaires, pour des embauches dans les services publics, contre la réforme des collèges. Ce sera la première fois depuis la mise en place de l'état d'urgence que les salariés de la fonction publique pourront se retrouver pour exprimer massivement notre colère contre la politique de ce gouvernement.

Le 30 janvier ou le 6 février, des manifestations auront lieu contre l'état d'urgence, contre la déchéance de la nationalité et contre le renforcement des pouvoirs de la police.

Toutes ces manifestations sont très importantes, nous devons les populariser et nous y rendre massivement, pour que le monde du travail fasse enfin entendre sa voix, défende ses intérêts. Il y a urgence !

Ford Blanquefort : 4 syndicalistes convoqués par la police

Communiqué du syndicat Cgt-Ford Blanquefort

Visiblement le parquet de Paris donne suite à deux anciennes plaintes de Ford : une de 2012 pour dégradation d'un véhicule lors de notre manifestation au salon de l'auto, une autre de 2014 pour dégradation du stand Ford lors d'une autre manifestation au salon de l'auto. Deux plaintes longtemps laissées au fond d'une pile qui se retrouvent aujourd'hui au-dessus. Nous ne savons pas ce que cela signifie réellement, s'il s'agit d'une formalité administrative avant de classer des vieux dossiers ou du début d'une procédure judiciaire. Mais dans le contexte actuel de répression du mouvement social il y a de quoi s'inquiéter.

Quelques jours à peine après la grave condamnation de nos camarades de Goodyear, quelques semaines après la campagne d'attaques contre les militants d'Air France qui avait laissé exploser leur colère contre un nouveau plan de suppressions d'emplois, sans oublier les gardes à vue ou les assignations à résidences de plusieurs militants écologistes ou syndicalistes, ces convocations semblent faire partie d'un acharnement contre les militant(e)s et toutes celles et ceux qui résistent aujourd'hui. Il faut mener la bataille contre la politique répressive du gouvernement actuel, contre l'Etat d'urgence, contre la restriction des libertés publiques et aussi bien sûr contre les attaques patronales. C'est d'un « tous ensemble » dont on a besoin pour changer la donne.

L'appel des Goodyear

Pour la première fois depuis un demi siècle un gouvernement a demandé que soit requis des peines de prison ferme contre des syndicalistes pour avoir participé avec les salariés à des actions en vue d'empêcher la fermeture de leur usine. En même temps qu'ils préparent la suppression dans quelques mois de plus 1000 articles du Code du travail, Hollande, Valls et Macron ont décidé de déclencher une répression sans précédent des syndicalistes qui luttent dans les entreprises. Avec les 8 condamnés de GOODYEAR l'exécutif veut faire un exemple. Le gouvernement affiche sa volonté de mettre les Procureurs et les forces de polices aux services des grands groupes pour briser toute résistance à la destruction des emplois et de l'industrie. Évidemment les militants de terrain en général et ceux de la CGT en particulier sont les plus touchés. C'est pourquoi nous en appelons à l'ensemble des salariés, aux militants, aux syndicats d'entreprises, unions locales, départementales, régionales, fédérations ou simples salariés solidaires, pour qu'ensemble nous fassions la démonstration de notre force.

Ventes de voitures et profits en augmentation

En 2015, les ventes d'automobiles neuves ont augmenté en France de 6,8 %, mais il n'empêche qu'avec 1,9 millions de voitures vendues, les niveaux d'avant la crise de 2008 ne sont pas rattrapés. Dans les usines, il n'y a pas eu d'embauches correspondantes à cette augmentation des ventes. Les voitures PSA ou Renault sont de plus en plus produites dans toute Europe et dans le pourtour méditerranéen. Et le surcroît de production effectivement observé s'est d'abord traduit par des intérimaires, Renault étant le champion toutes catégories avec plus de la moitié des effectifs de production en intérim. Les profits des firmes automobiles sont directement indexés sur leurs ventes. Salaires bloqués et travail précarisé en sont de plus en plus insupportables. Avec ces premiers résultats annoncés, l'année 2016 sera sûrement pour les firmes automobiles une année record de profits. A quand une année record de luttes ?

PSA : ventes en hausse, emplois en baisse !

PSA, a vendu l'an dernier 2,973 millions de véhicules, soit une hausse de 1,2%. Avec près de 3 millions de voitures vendues, PSA est loin des 3,6 millions de voitures vendues dans le monde en 2010, mais ce qui compte pour l'activité des usines en France, ce sont les ventes en Europe. L'augmentation des ventes de 6 % en Europe en 2015 s'est traduite par une augmentation de la production mais avec des effectifs en baisse dans les usines. Des conditions de travail détériorées pour les uns et des profits en hausse pour les propriétaires actionnaires !

Le FN, un parti au service des riches comme les autres !

Dans un communiqué du 16 janvier 2016, le FN rappelle bien à tous qu'il est loin d'être le parti anti-système qu'il fait croire être. Voyez plutôt !: « la gravité de la situation exige que le gouvernement [...] aille bien plus loin pour soutenir les entreprises : en commençant par s'attaquer à la complexité administrative et à la multiplication des contraintes. [...] Cela nécessite de mettre en place une véritable politique d'incitation à l'emploi qui mette l'accent sur la défense des libertés économiques. [...] Cela passe par la baisse des charges fiscales et l'allègement des procédures administratives ».

Casse du code du travail, casse des prud'hommes, casse des droits des salariés, des milliards de cadeaux fiscaux au patronat : le FN, un parti au service des patrons comme les autres !